



## L'ÉDITO DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Mesdames, Messieurs, Chers lecteurs,

En cet été 2016, à Nice puis à Saint-Etienne du Rouvray, notre pays a dû de nouveau faire face à la barbarie terroriste. Une immense douleur nous étreint lorsque nous pensons à toutes les victimes de ces actes inqualifiables. Dans notre action quotidienne, nous conservons en permanence une pensée pour elles.

→ [Lire la suite](#)



## ARRÊT SUR INFOS

- Le suivi des guichets uniques  
→ [Lire la suite](#)
- Le séminaire de bilan des fonds européens pour le retour (FR) et les frontières extérieures (FFE)  
→ [Lire la suite](#)
- L'action spécifique du FAMI en matière de réinsertion des mineurs non accompagnés  
→ [Lire la suite](#)
- La rencontre du GDISC sur la thématique des mineurs isolés étrangers  
→ [Lire la suite](#)
- La communication de la Commission européenne sur les aspects externes des migrations : « Vers un nouveau pacte migratoire »  
→ [Lire la suite](#)
- Le plan d'action pour l'intégration des ressortissants de pays tiers de la Commission européenne  
→ [Lire la suite](#)
- L'étude du REM sur les programmes de réinstallation et d'admission humanitaire  
→ [Lire la suite](#)
- Le calendrier des publications statistiques  
→ [Lire la suite](#)



## LE CHIFFRE-CLÉ

- 215 220 premiers titres de séjour délivrés en 2015  
→ [Lire la suite](#)



## ACTUALITÉS JURIDIQUES

- Décret n°2016-872 du 29 juin 2016 relatif aux nouvelles voies d'accès à la nationalité française  
→ [Lire la suite](#)
- L'instruction du 19 juillet 2016 relative à l'application du règlement (UE) n°604/2013 dit Dublin III  
→ [Lire la suite](#)



## JURISPRUDENCE

- CE, 6<sup>ème</sup> - 1<sup>ère</sup> chambres réunies, 08 juin 2016, 389115 - Changement de statut d'étudiant à salarié : le Conseil d'État continue d'assouplir les règles → [Lire la suite](#)



## LE POINT SUR...

### La coopération technique :

- La définition de la coopération technique → [Lire la suite](#)
- La coopération et les méthodes de travail avec la DCI  
→ [Lire la suite](#)
- L'offre de coopération au travers des projets à venir  
→ [Lire la suite](#)
- Le retour sur expérience des agents de la DGEF en mission avec Frontex et EASO en Grèce  
→ [Lire la suite](#)



## MODERNISATION

- L'accès à la base documentaire  
→ [Lire la suite](#)



## PORTRAIT

- Gaëtan Girard, adjoint au sous-directeur du séjour et du travail, direction de l'immigration  
→ [Lire la suite](#)



## LES MOUVEMENTS

- Nous saluons → [Lire la suite](#)
- Nous accueillons → [Lire la suite](#)



## MOTS-MÊLÉS

- Trouvez le mot mystère → [Lire la suite](#)



## L'ÉDITO DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Mesdames, Messieurs, Chers lecteurs,

En cet été 2016, à Nice puis à Saint-Étienne du Rouvray, notre pays a dû de nouveau faire face à la barbarie terroriste. Une immense douleur nous étreint lorsque nous pensons à toutes les victimes de ces actes inqualifiables. Dans notre action quotidienne, nous conservons en permanence une pensée pour elles.

Après les attentats de janvier et de novembre 2015, après les assassinats de Magnanville, ces attaques soulignent l'intensité de la menace à laquelle nous sommes confrontés et l'obligation de faire tout ce qui est nécessaire et possible pour les empêcher.

Dans son champ de compétences, la DGEF s'investit pleinement dans cet effort.

En premier lieu au titre de ses responsabilités en matière de contrôles frontaliers. Le gouvernement a décidé de prolonger, de six mois, de même que l'état d'urgence, les contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen rétablis depuis le 13 novembre. Cette mesure autorise nos forces de l'ordre à effectuer des contrôles systématiques aux points d'entrée sur notre territoire alors que la réglementation de l'espace Schengen ne le permet pas en temps normal.

Ces derniers mois, plusieurs actions ont été engagées pour étendre ces contrôles et renforcer leur efficacité.

Tel est, au plan européen, l'objectif du « paquet frontières » présenté en décembre dernier par la Commission européenne, suite aux propositions conjointes des ministres de l'Intérieur français et allemand. Cette initiative repose sur deux textes. Le premier renforce l'agence Frontex pour en faire une agence européenne des gardes-frontières et des gardes côtes. Elle disposera de moyens humains, juridiques et matériels accrus, notamment pour s'assurer du respect, par les États membres, de leurs obligations en matière de contrôles frontaliers, et pour agir s'ils sont défaillants. Un accord est intervenu le mois dernier entre le Parlement européen et le Conseil sur cette proposition. Le second texte prévoit que les contrôles effectués aux frontières extérieures Schengen doivent également être systématiques à l'égard des ressortissants de l'UE. Il s'agit notamment de mieux détecter le retour des personnes s'étant rendues sur des théâtres d'opérations terroristes. La négociation de ce second texte est en cours de finalisation.

La France agit également pour un renforcement de la lutte contre la fraude documentaire, notamment dans les « centres d'enregistrement » (« hotspots ») en Grèce et en Italie.

Au plan national, les forces de l'ordre accomplissent, pour le contrôle des frontières, un effort considérable. Dans le cadre du « pacte de sécurité » présenté le 16 novembre par le Président de la République, des actions sont engagées pour rendre nos outils informatiques de contrôle plus performants et plus ergonomiques. La DGEF y œuvre, en lien avec la DGPN, la DGGN, la DSIC et le (STSI)2. Près de 10 millions d'euros y sont consacrés en 2016-2017 sur les crédits de la Direction générale. Il s'agit de faciliter la vérification biométrique de l'identité du porteur d'un titre de voyage, ainsi que l'interrogation de l'ensemble des bases de données pertinentes.

Ces travaux incluent, dans l'esprit du projet européen de « frontières intelligentes » (smart borders), le développement de nouveaux dispositifs automatisés de contrôles frontaliers, tels les sas « Parafe » déjà en service dans plusieurs aéroports français. Dans un avenir proche, en effet, le développement de nouveaux dispositifs technologiques doit nous permettre d'effectuer davantage de contrôles – ce à quoi nous invite la systématisation des contrôles sur les ressortissants de l'UE – avec à la fois davantage de fiabilité et davantage de fluidité. Les réflexions autour des dispositifs de « pré-vérification » et d'enregistrement préalable des voyageurs sont guidées par les mêmes objectifs.

La contribution de la DGEF à la prévention des menaces terroristes ne se limite pas au champ des contrôles frontaliers. Comme vous le savez, des vérifications sécuritaires sont également effectuées préalablement à la délivrance des titres de séjour pour les ressortissants étrangers. Ces vérifications supposent une identification fiable des intéressés. Avec le déploiement, dans les prochains mois, du Système Biométrique National d'AGDREF (SBNA), désormais opérationnel, nous disposerons, à cet effet, d'une base nationale de données biométriques.

La menace terroriste n'a pas détourné la France de son action d'accueil des personnes en besoin de protection internationale. Cette action est cependant entourée des garanties les plus strictes en termes de sécurité nationale, notamment à l'égard des personnes provenant des régions où les groupes terroristes sont les mieux implantés. Ainsi, pour les réfugiés présents au Liban, en Jordanie ou en Turquie, candidats à la « réinstallation », comme pour les demandeurs d'asile présents en Grèce et en Italie, candidats à la « relocalisation », l'accueil en France est subordonné à des vérifications qui s'appuient non seulement sur le « criblage » sécuritaire usuel mais aussi sur des entretiens conduits par l'OFPRA et les services spécialisés.

Si nous devons tout faire pour prévenir la violence terroriste, nous ne saurons, à l'évidence, pas supprimer toute menace. C'est notre constance face à l'épreuve, notre détermination à conserver et à promouvoir nos institutions et nos valeurs, notre capacité à le faire avec sang-froid, qui constituent, face au terrorisme, notre plus grande force.

Pierre-Antoine MOLINA



## ACTUALITÉS JURIDIQUES

### Les nouvelles voies d'accès à la nationalité française

L'accès à la nationalité française par déclaration a connu ces derniers mois une évolution importante dans le cadre de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et de la loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France qui ont respectivement introduit dans le Code civil deux nouvelles voies d'acquisition de la nationalité française par déclaration souscrite devant l'autorité publique.

#### **I. La déclaration de nationalité souscrite à raison de la qualité d'ascendant de Français (article 21-13-1 du Code civil)**

L'article 21-13-1 du Code civil aménage une nouvelle voie d'accès à la nationalité française, par déclaration, au profit des personnes âgées de 65 ans ou plus, qui sont ascendants directs de Français et résident habituellement et régulièrement en France depuis au moins 25 ans, à la date à laquelle elles souscrivent cette déclaration.

Cette évolution répond au souhait formulé par le Président de la République lors de l'inauguration du musée national de l'histoire de l'immigration, le 16 décembre 2014, d'exprimer la reconnaissance de la nation envers ceux qui ont participé à la construction économique de la France. Elle s'inscrit dans l'esprit de démarches parlementaires déjà initiées par le passé afin de faciliter l'accès à la nationalité française de personnes immigrées âgées ayant travaillé de nombreuses années en France et y séjournant encore. Le rapport parlementaire n°1214 du 2 juillet 2013 prévoyait notamment, dans sa recommandation n°12, de permettre aux immigrés de pays tiers, ascendants de Français, et présents sur le territoire depuis longtemps d'obtenir la nationalité française par déclaration (cf. [les propositions du rapport d'information n°1214 du 2 juillet 2013 fait au nom de la mission d'information sur les immigrés âgés](#)). Ce rapport est parti du constat qu'environ 40% des immigrés âgés de plus de 65 ans avaient conservé leur nationalité (210 000 personnes) ; la plupart étant originaire du Maghreb.

Faute de dispositions particulières, les critères de droit commun s'appliquaient, en effet, à ces personnes dans le cadre de la compétence discrétionnaire de l'autorité administrative. Or, le rapport précité retenait 3 obstacles principaux à l'issue favorable de leur demande : l'insuffisance de leurs ressources, une maîtrise incomplète de la langue française ainsi que de l'histoire, de la culture et de la société française et une séparation géographique entre le demandeur et son conjoint qui s'accordait mal avec le critère légal de transfert du centre des intérêts familiaux sur le territoire français.

#### **II. La déclaration de nationalité souscrite à raison de la qualité de frère ou de sœur de Français (article 21-13-2 du Code civil)**

L'article 21-13-2 du Code civil institue une nouvelle opportunité d'acquisition de la nationalité française par déclaration, au profit des personnes qui résident habituellement sur le territoire français depuis l'âge de 6 ans, qui ont suivi leur scolarité obligatoire en France dans des établissements d'enseignement soumis au contrôle de l'État et ont un frère ou une sœur ayant acquis la nationalité française en application des articles 21-7 ou 21-11 du Code civil.

Ce nouveau dispositif répond au souhait du législateur de mettre fin à la différence de traitement dans l'accès à la nationalité française qui pouvait exister entre les enfants d'une même fratrie en fonction de leur lieu de naissance.

En effet, selon les termes du droit français, un enfant né en France accède à la nationalité française de façon automatique à sa majorité ou par déclaration anticipée dès son âge de 13 ans ou de 16 ans alors que son frère, ou sa sœur, né à l'étranger mais arrivé en France suffisamment jeune pour y suivre toute sa scolarité devait s'en remettre à la procédure de naturalisation par décret.

Pour remédier à cette différence de traitement, l'article 21-13-2 instaure désormais, pour les jeunes qui remplissent les conditions énoncées, un droit à devenir Français, qu'ils peuvent exercer en souscrivant une déclaration à leur majorité.

La mise en œuvre de ces nouvelles dispositions du code civil a nécessité une modification du décret n° 93-1362 du 30 novembre 1993. C'est l'objet du décret n° 2016-872 du 29 juin 2016 qui a également permis de rationaliser les modalités de réception et d'instruction des déclarations qui relèvent de la compétence du ministre chargé des naturalisations. Le dépôt et l'instruction des dossiers s'inscrit dans le cadre territorial des plateformes créées et déployées en 2015.

### **Pour en savoir plus**

- [Décret n° 2016-872 du 29 juin 2016 relatif aux modalités de réception et d'instruction des déclarations de nationalité souscrites en application des articles 21-2, 21-13-1 ou 21-13-2 du code civil](#)



## ACTUALITÉS JURIDIQUES

### L'instruction du 19 juillet 2016 relative à l'application du règlement (UE) n°604/2013 dit Dublin III

Le ministre de l'Intérieur a, par cette instruction, rappelé son souhait que les dispositions du règlement UE n°604/2013 dit Dublin III soient systématiquement mises en œuvre par les préfetures. Élément essentiel du régime d'asile européen, le règlement Dublin III doit être pleinement et strictement appliqué, particulièrement dans le contexte migratoire actuel marqué par des arrivées très importantes de migrants ayant déposé une demande d'asile en Allemagne, en Italie ou en Suède. L'objectif est de constater, d'ici la fin de l'année 2016, une augmentation significative du nombre de requêtes adressées aux autres États-membres mais aussi des déclarations de fuite et des transferts effectifs.

Il faut bien distinguer les demandeurs d'asile placés sous procédure Dublin et les étrangers en situation irrégulière placés en rétention administrative susceptibles de faire l'objet d'une procédure Dublin.

#### ☐ Concernant les demandeurs d'asile placés sous procédure Dublin

Il est impératif de déterminer correctement l'État membre responsable. Certains cas, comme ceux des mineurs isolés ou des rapprochements familiaux, influent sur la hiérarchie des critères retenus. L'entretien joue alors un rôle clé dans cette détermination puisqu'il fournit des éléments essentiels permettant de mieux déterminer l'État membre responsable. L'interprétariat est financé sur les guichets uniques par l'OFII.

Dès lors que l'état compétent a accepté de reprendre le demandeur, deux cas de figure se présentent :

- soit le demandeur d'asile coopère au transfert, et le transfert effectif doit être réalisé dans les plus brefs délais ;
- soit le demandeur d'asile ne coopère pas, et il revient alors à la préfecture de déclarer, dès que c'est possible, la fuite du demandeur, afin d'augmenter le délai de transfert à 18 mois et de couper le versement de l'ADA. Pour ce faire, les préfetures doivent impérativement et systématiquement informer l'État membre responsable et l'OFII de la fuite du demandeur.

A cette fin, l'instruction met l'accent sur la possibilité d'assigner à résidence les demandeurs d'asile. En effet, la loi du 29 juillet 2015 introduit cette capacité juridique en vue d'assurer un suivi efficace de la procédure Dublin, conformément à l'article L. 742-2 du CESEDA. L'assignation à résidence peut donc être décidée avant même la détermination de l'État membre responsable. Le recours à cette procédure est recommandé afin d'assurer de manière plus efficace la mise en œuvre des décisions de transfert.

En cas de non-respect de cette assignation, le demandeur d'asile est considéré comme étant en fuite.

A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2016, un nouvel article L. 742-2 permettra, en outre, de faire accompagner par les forces de l'ordre le demandeur d'asile aux convocations destinées à déterminer l'État responsable de sa demande. Il sera possible de demander au juge des libertés et de la détention de requérir les services de la police ou de la gendarmerie afin de visiter le domicile du demandeur, et ce, toujours dans l'optique de déterminer de manière efficace l'État membre responsable.

Une fois l'État responsable déterminé et le transfert notifié, les autorités compétentes peuvent à nouveau assigner à résidence le demandeur d'asile qui dispose de garanties de représentations propres à prévenir le risque afin d'assurer la mise en œuvre effective du transfert. S'il est cependant dépourvu de telles garanties, l'article 28 du règlement Dublin III permet de le placer en rétention.

## **❑ Concernant les étrangers en situation irrégulière placés en rétention qui pourraient faire l'objet d'une procédure Dublin**

Le règlement Dublin peut trouver à s'appliquer dans deux cas de figure à des étrangers placés en rétention soit qu'ils y présentent une demande d'asile soit, en l'absence d'une telle demande, lorsque différents éléments permettent de supposer qu'il a pu solliciter l'asile dans un autre État membre de l'UE.

Dans le premier cas, la procédure de détermination de l'État responsable est menée selon les mêmes règles qu'une demande d'asile spontanée, mais dans des délais contraints réduits.

Dans le second cas, il est possible de consulter la base Eurodac pour voir si l'étranger est connu dans un autre État membre. Si tel est le cas, il est alors possible convient alors d'adresser une requête de reprise en charge à l'État membre responsable, sans procéder à l'enregistrement d'une demande d'asile en France. La requête étant toujours motivée sur l'urgence, l'absence de réponse vaut accord implicite. En cas d'accord, une décision de transfert est notifiée au demandeur d'asile concomitamment à une décision de maintien en rétention, en application des articles 28§2 du règlement Dublin III et L.551-1 du CESEDA.

Dans l'un ou l'autre cas, cette procédure doit être systématiquement mise en œuvre, ne serait-ce que pour éviter de renvoyer un demandeur d'asile vers son pays d'origine alors même qu'une demande d'asile est en cours d'examen.





## JURISPRUDENCE

**Conseil d'État, 6<sup>ème</sup> - 1<sup>ère</sup> chambres réunies, 08 juin 2016, Ministre de l'intérieur c/ M. A..., n° 389115, C**

**Changement de statut d'étudiant à salarié : le Conseil d'État continue d'assouplir les règles**

Le Conseil d'État, par cette décision, confirme la position jurisprudentielle qu'il avait prise le 3 février 2016 dans sa décision n° 386416, par laquelle il avait jugé que le défaut d'adéquation entre l'activité et les diplômes ou titres de l'étranger et les caractéristiques de l'emploi n'était pas suffisant pour motiver le refus d'autorisation de travail, dès que le demandeur avait acquis une expérience dans une activité exercée à « titre accessoire » sous couvert de son titre de séjour « étudiant ».

Il juge que, à l'appui d'une demande de titre de séjour mention « salarié », un étranger peut faire utilement valoir une expérience professionnelle acquise au titre d'un emploi accessoire exercé sous couvert d'un titre de séjour en qualité d'étudiant, quand bien même cette expérience serait sans lien avec les études poursuivies. Il précise que, pour procéder à l'appréciation globale que le préfet porte sur l'adéquation homme/poste au titre du 2° de l'article R. 5221-20 du code du travail dans le cadre d'une demande de changement de statut, ce dernier doit prendre en compte l'expérience acquise tant en France qu'à l'étranger, y compris l'expérience acquise à titre accessoire en France sous couvert d'un titre de séjour « étudiant », mais également les diplômes obtenus tant en France qu'à l'étranger.

En l'espèce, le préfet avait refusé une demande de changement de statut à un ressortissant chinois qui souhaitait occuper un emploi de commis de cuisine, au motif que l'expérience acquise par l'intéressé en qualité de commis de cuisine ne l'avait été que dans le cadre d'un emploi accessoire à ses études effectuées en France et sans lien avec ces dernières.

Dans cette décision, le Conseil d'État réaffirme la souplesse des critères et l'adéquation entre l'homme et le poste, rejette le pourvoi en cassation du ministre de l'intérieur et confirme l'annulation de la décision du préfet.

### Pour en savoir plus

- ▶ CE, 6<sup>ème</sup> - 1<sup>ère</sup> chambres réunies, 08 juin 2016, Ministre de l'intérieur c/ M. A..., n° 389115, C
- ▶ CE, n° 386416, 3 février 2016 (Cyberlettre n° 30 - mars 2016)





## LE POINT SUR... La coopération technique

### La définition de la coopération technique

La coopération technique peut être entendue comme l'ensemble des actions visant à opérer un transfert ou un échange d'expertise et de savoir-faire à un tiers, dans un domaine spécifique en vue de répondre à un besoin déterminé. Une coopération technique de qualité a alors pour objectif premier de renforcer les capacités des États butant sur un certain nombre de contraintes, dues en partie à ce manque de savoir-faire, pour utiliser leurs ressources propres plus efficacement.

La définition de la coopération technique proposée par l'OCDE souligne le rôle central de l'échange de savoirs : « [Elle] regroupe toute la gamme des activités d'assistance liées à la formation et l'éducation (...). L'un de ses objectifs les plus importants est d'assurer le développement des institutions par la mise en valeurs des ressources humaines, c'est-à-dire d'aider à renforcer et à améliorer le fonctionnement de l'économie et, d'une manière plus générale, d'une société ». Cette coopération prend la forme la plupart du temps de conseils techniques et stratégiques ainsi que de formations. Il s'agit de renforcer les aptitudes des États à gérer leurs affaires en soutenant leurs efforts, soit ceux portant sur des capacités générales, soit ceux portant sur des capacités plus spécifiques, comme la gestion des frontières. Elle peut ainsi influencer de manière positive sur la construction des politiques publiques grâce à l'appui apporté à l'État bénéficiaire pour initier des réformes.

Pour l'État pourvoyeur, les enjeux sont de taille. Cette assistance technique est en effet un outil stratégique par bien des aspects. Elle est d'abord un vecteur d'influence par la transmission de connaissance de l'État qui la fournit et comporte aussi une dimension économique en ce qu'elle s'inscrit dans le cadre plus large de l'aide publique au développement. La coopération technique répond à la fois à la demande des États bénéficiaires et aux intérêts de l'État qui y répond grâce aux répercussions positive qu'elle a vocation à créer.

Depuis 2010, c'est la Direction de la coopération internationale (DCI) qui est en charge de l'application de la stratégie internationale du ministère. Le décret du 14 août 2013 a ainsi confié à la DCI un rôle majeur en matière d'animation et de coordination de l'ensemble des activités de coopération technique et européenne du ministère.



## LE POINT SUR... La coopération technique

### La coopération et les méthodes de travail avec la DCI

La DCI, première direction commune à la police et la gendarmerie nationale, dispose du monopole de la coopération technique pour l'ensemble du ministère de l'intérieur. Conformément au décret du 14 août 2013, elle « assure la cohérence des actions bilatérales ou multilatérales conduites par le ministère. Dans le domaine des affaires européennes, elle coordonne les positions du ministère intéressant les directions générales de la police et de la gendarmerie nationales et veille à leur prise en compte (...) ».

Plusieurs protocoles ont été signés entre la DCI et ses autres partenaires, notamment avec la Direction générale des étrangers en France (DGEF) le 10 juin 2015. En effet, outre la coopération de gouvernance (couvrant la gouvernance territoriale, la coopération électorale et décentralisée, la coopération de sécurité civile et la coopération de sécurité routière), figure celle en matière de politique migratoire.

La coopération technique en matière migratoire s'inscrit en particulier dans une démarche de lutte contre la fraude documentaire et les filières d'immigration. La DCI travaille alors régulièrement en lien avec la Direction centrale de la police aux frontières (DCPAF), les services de la DGEF et l'OFII. La DCI s'appuie sur son réseau partagé entre l'échelon central, situé à Nanterre, et de nombreux fonctionnaires et militaires en poste à l'étranger.

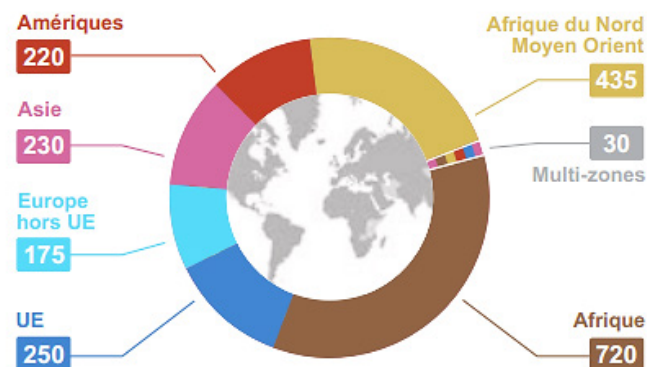
En 2015, la DCI est présente dans 142 pays avec 196 équivalents temps plein, dont 69 officiers de liaison et 74 agents de sécurité intérieure (ASI). Ces effectifs offrent la possibilité à la DCI de développer des actions de coopération prenant la forme de séminaires, visites, formations, etc. en vue de contribuer à la mise en œuvre des politiques publiques d'asile et de migration. Son action dans le champ migratoire présente une importance dont témoignent les chiffres en 2014 : plus de 6 000 oppositions à l'embarquement de « candidats à l'immigration irrégulière » et plus de 3 400 faux documents détectés.

### Le nombre d'action par type



La collaboration entre la DCI et la DGEF s'exprime, par exemple, dans le cadre des accords de gestion concertée des flux migratoires et de développement solidaire (AGC). En effet, ces accords comportent en général un volet de coopération policière et d'aide à la gestion des frontières pour contribuer à la lutte contre l'immigration irrégulière. A titre d'exemple, le comité de suivi de l'accord avec le Burkina Faso réuni à Paris les 2 et 3 juin 2016 a établi un bilan de l'action entreprise dans ce cadre : 700 000 euros pour renforcer les capacités opérationnelles de contrôle des frontières (création de nouveaux postes-frontières et rénovation de plusieurs autres, mise en place des bureaux de lutte contre la fraude documentaire à l'aéroport de Ouagadougou et l'organisation de formations de formateurs), lancement d'un programme de coopération transfrontalière associant le Burkina Faso, le Mali, et le Niger (organisation l'an dernier à Ouagadougou d'un séminaire régional de formation à la lutte contre la fraude documentaire et les migrations irrégulières, etc.).

### Le nombre d'action par zone géographique



Dans cette perspective, la DGEF a établi au printemps une liste de 8 projets d'action que la DCI a validés. Ils viendront s'ajouter aux projets présentés par chacune des autres directions du ministère. Les projets de la DGEF (deux par service ou direction) portent sur les thèmes suivants :

- la direction de l'asile : le système de l'asile français tel qu'il résulte de la réforme de l'asile et le dispositif français de prise en charge des demandeurs d'asile,
- la direction de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité : l'accueil et l'intégration des migrants dans les pays d'accueil et la détermination, la conservation et la communication de l'état civil dans le cadre de la procédure de naturalisation,
- la direction de l'immigration : l'aide à la mise en place d'un système intégré d'éloignement des étrangers en situation irrégulière et le régime de non admission avec le concept de zone d'attente intégrée,
- le département des statistiques, des études et de la documentation : le suivi longitudinal (génération par génération) des primo-arrivants et la mobilisation des enquêtes en population générale pour la connaissance des immigrés.

Les pays où la mise en œuvre de ces projets apparaît prioritaire ont été désignés.

Les ASI concernés recevront prochainement, aussitôt que les projets auront été finalisés, les instructions nécessaires. Au sein de la DGEF, le SAIE est chargé d'assurer la coordination entre les services porteurs de ces projets et la DCI.

La coopération entre les deux directions se manifeste aussi par la participation d'un responsable de la DGEF au séminaire de formation et d'information des ASI qui est organisé par la DCI chaque année en septembre (6 septembre). C'est pour la DGEF l'occasion de rappeler que les ASI sont des interlocuteurs indispensables pour apprécier la situation migratoire et sécuritaire d'un pays.



## LE POINT SUR... La coopération technique

### L'offre de coopération au travers des projets à venir

#### I. Les projets de la Direction de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité (DAAEN)

Les projets de coopération technique de la DAAEN portent sur deux thèmes :

- l'accueil et de l'intégration des migrants dans les pays d'accueil ;
- la détermination, la conservation et la communication de l'état civil dans le cadre de la procédure de naturalisation.

##### ☐ L'accueil et l'intégration des migrants dans leur pays d'accueil

Ce projet pourrait être mis en œuvre avec les pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), qui sont des pays d'immigration et d'émigration vers la France. Ce projet répondrait à deux principaux objectifs :

- une information sur les modalités de la migration vers la France ;
- un apport d'expertise et de savoir-faire sur la mise place des dispositifs d'accueil en France et dans les pays concernés.

Le contenu de ce projet serait le suivant :

- la transmission par la France au/à des pays identifié(s) du livret dématérialisé sur l'accueil des étrangers primo-arrivants en France,
- l'organisation d'une/de rencontre(s) en France avec une/des délégation(s) d'un/de pays concerné(s) pour une présentation, par chaque partie, des modalités d'immigration dans son pays et de ses dispositifs d'accueil et d'intégration (durée d'une journée ou de deux journées).  
Pour la France, cela consisterait en une présentation du dispositif d'accueil et d'intégration (volet renforcé de l'apprentissage de la langue, de la formation civique et de l'accès aux droits) et de son mode de gouvernance. Il conviendrait d'associer la direction de l'immigration (DIMM) à cette rencontre pour l'aspect séjour.
- la mise en place de groupes de travail, en France ou dans un/des pays concerné(s), sur les dispositifs d'accueil et d'intégration dans les pays d'accueil en fonction des besoins identifiés lors de la rencontre mentionnée ci-dessus (durée d'une ou deux journées).

## ☐ La détermination, la conservation et la communication de l'état civil dans le cadre de la procédure de naturalisation

Ce projet pourrait être mis en place avec des pays qui ont des besoins en matière de preuve de l'état civil et de conservation des archives dans ce domaine. Ce projet permettrait ainsi de faciliter la détermination par les services français en charge des naturalisations de l'identité des demandeurs et de leur situation familiale exacte. Pour ce faire, il lui faut, en effet, avoir accès à des sources certifiées en matière d'état civil.

Les pays concernés se situeraient dans la région d'Afrique occidentale et centrale (Mauritanie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon, République démocratique du Congo, Guinée, Comores, par exemple) et du Maghreb.

Ce projet viserait ainsi à diffuser les dispositifs mis en place par l'administration française (sous-direction de l'accès à la nationalité française, service central de l'état civil, ministère de la Justice, archives nationales) dans le domaine de la détermination, de la conservation et de la communication de l'état civil dans le cadre de la procédure de naturalisation.

Le contenu de ce projet serait le suivant :

- l'élaboration par la France d'un guide sur les techniques d'établissement de l'état civil  
Il pourrait être mis à la disposition du/des pays concerné(s). Les thèmes suivants y seraient abordés :
  - mode de collecte des informations nécessaires au process de naturalisation et contraintes sécuritaires (SDANF/SCEC) ;
  - pièces originales ;
  - pièces certifiées (légalisation et apostille) ;
  - identité et situation familiale arrêtées avec certitude ;
  - mode de détermination de l'état civil et lutte contre la fraude (SCEC/Justice) ;
  - gestion opérationnelle de la preuve dans le temps (SDANF/Archives nationales) ;
  - impératifs d'accès à l'information ;
  - différentes sources de données ;
  - conservation et communication des données (SDANF/Archives nationales) ;
  - conservation physique ;
  - conservation dématérialisée ;
  - règles de communicabilité.
- l'organisation d'une/de rencontre(s) en France avec une/des délégation(s) d'un/de pays concerné(s) pour présenter les techniques d'établissement de l'état civil et de communication de celui-ci (durée d'une ou deux journées)
- sous réserve de faisabilité, la mise en place de groupes de travail d'une durée d'une ou de deux journées avec un/des pays concerné(s) en fonction de ses/leurs besoins identifiés lors de la rencontre mentionnée ci-dessus.

## **II. Les projets de la Direction de l'immigration (DIMM)**

### **☐ Aide à la mise en place d'un système intégré d'éloignement des étrangers en situation irrégulière**

#### **1) Audit – diagnostic**

La réalisation d'un diagnostic est un préalable à toute action d'assistance technique.

Un premier audit sommaire peut être réalisé, pour un pays donné<sup>[1]</sup>, par l'attaché de sécurité intérieure, mais il ne dispensera pas d'un audit plus approfondi comme première étape de l'action d'assistance. Il doit porter sur les points suivants :

- législation et réglementation appliquées,
- organisation administrative et répartition des compétences,
- organisation juridictionnelle,
- outillage informatique (bases de données, logiciels d'interrogation, périphériques),
- pratiques, performances du système, besoins et difficultés spécifiques.

#### **2) Contenu de l'offre**

Les constats de l'audit initial déterminent la durée de l'intervention et le contenu de l'offre, qui doit être modulaire et peut porter sur tout ou partie des volets suivants :

- organisation de la chaîne  
Articulation administration des étrangers / services opérationnels
- modalités de contrôle (lutte contre les filières, contrôles d'identité, textes et pratique)
- identification (identité, nationalité, minorité / majorité, outils informatiques, système d'information intégré relatif aux étrangers - Données alphanumériques/biométriques, base de données relatives aux documents étrangers de type E-FADO, outils statistiques)
- système de rétention (mise en place d'un système de rétention, alternatives à la rétention (ex : assignation à résidence)).
- obtention des laissez-passer consulaires
- phase d'exécution (choix du moyen de transport, prévention des refus d'embarquement, GTPI)
- garantie des droits (droit au recours, assistance juridique)
- aide au retour et à la réinsertion (information des étrangers, choix d'un opérateur, établissement d'un barème d'aide)

### **☐ Régime de non admission (le concept de zone d'attente intégré)**

#### **1) La présentation générale de la thématique**

Les personnes débarquant à un point de passage frontalier et ne remplissant pas toutes les conditions pour entrer sur le territoire et dans l'espace Schengen se voient opposer un refus d'entrée. Si le réacheminement n'est pas possible rapidement, elles font alors l'objet d'un maintien en zone d'attente.

---

[1] Par exemple les pays de l'Afrique Subsaharienne, du Caucase ou encore des Balkans.

En France, la plus grosse zone d'attente est celle de l'aéroport de Paris-Roissy-Charles de Gaulle qui représente près de 82% de l'ensemble des maintiens en zone d'attente, quel que soit le type de frontière (aérienne, maritime ou terrestre), avec près de 7 000 personnes reçues en 2015.

Pour accueillir l'ensemble de ces personnes, le ministère de l'Intérieur a conçu au cours des années une ingénierie juridique, immobilière et organisationnelle qui fait de la zone d'attente de Roissy un modèle en Europe dans le respect de droits des personnes non-admises et de leur dignité, tout en permettant un contrôle des frontières efficace en application des législations française, européenne et internationale en la matière.

## **2) Les points faisant de la ZAPI de Roissy un modèle**

Lorsqu'en vertu de l'ordonnancement juridique (Code frontières Schengen, Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile), un voyageur est maintenu à la ZA de Roissy, il bénéficie de droits et de conditions matérielles prévus par la loi.

L'ingénierie juridique propre au système juridictionnel français lui assure des voies de recours à l'encontre des deux décisions (non-admission et maintien en ZA) et une prorogation de son séjour sous le contrôle strict de juges judiciaires. Les personnes maintenues souhaitant se voir reconnaître le statut de réfugié disposent également d'une procédure particulière qui les protège de tout réacheminement avant la décision de l'OFPRA chargé d'étudier les demandes d'asile (office français de protection des réfugiés et apatrides). Elles bénéficient également du droit de communiquer avec un conseil, un proche ou leur représentation consulaire. Elles doivent être assistées par un interprète si elles ne maîtrisent pas le français.

Au-delà de ces éléments de droit commun à toutes les zones d'attente, c'est le concept de zone d'attente avec service intégré qui fait de la ZAPI de Roissy un modèle à part. En effet, à leur arrivée dans la partie dite « hôtelière », les personnes non-admises sur le territoire sont prises en charge par la Croix Rouge. Une première carte téléphonique leur est distribuée gratuitement par la Croix Rouge afin de communiquer avec leurs proches en France ou dans leur pays d'origine ; la ZA disposant de nombreuses cabines téléphonique en libre-accès.

Par ailleurs, une convention avec une association spécialisée dans la défense des étrangers à la frontière leur permet d'exposer leurs arguments, tant auprès de la police aux frontières que devant les juges. Les avocats qui seraient sollicités peuvent intervenir à toute heure à la ZAPI. Ils disposent d'un bureau équipé pour s'entretenir confidentiellement avec leurs clients.

Un service médical aux horaires particulièrement étendus (8h-20h) peut prendre en charge les problèmes de santé des personnes maintenues. En cas de besoin, des examens plus poussés sont pratiqués dans un établissement hospitalier qui a signé une convention avec le ministère de l'Intérieur.

Les conditions d'accueil (chambres, linge de lits, ménage, kit d'hygiène, repas) sont similaires à un service hôtelier.

## **3) La particularité de l'accueil des mineurs**

La réglementation sur l'accueil à la frontière de mineurs isolés est particulièrement protectrice (pas de réacheminement durant 24 heures, désignation d'un administrateur ad'hoc chargé de les représenter et de défendre leur intérêt...).

Une mission spécifique d'assistance auprès de ces mineurs non accompagnés d'un représentant légal a été confiée à la Croix Rouge française. En fonction de leur âge, ils sont hébergés dans des locaux de la zone d'attente spécialement aménagés et distincts de ceux occupés par les autres étrangers maintenus.

Un personnel disposant d'une expérience professionnelle dans le domaine de l'enfance veille au bien-être des mineurs 24 heures sur 24, week-end et jours fériés inclus, pendant la totalité du maintien en zone d'attente.

Un psychologue peut en outre être sollicité. Il intervient à la demande des intervenants auprès des mineurs.



#### 4) Le bénéfice attendu

L'expertise française acquise par les différents intervenants concourant au maintien en zone d'attente, tant en administration centrale (DGEF – DIMM – sous-direction de la lutte contre l'immigration irrégulière - bureau de la rétention et de l'éloignement) que dans les services opérationnels (police aux frontières), est parfaitement transposable dans tout pays qui souhaite à la fois maîtriser le risque migratoire par le contrôle de ses frontières et atteindre les standards internationaux les plus élevés en matière de respect des droits fondamentaux.

Il pourrait, par exemple, être envisagé de mettre en place un tel dispositif avec l'Égypte et le Maroc, dans la mesure où les flux migratoires depuis ces pays transitent aussi par voie portuaire et aéroportuaire.

La proposition de coopération internationale en ce domaine a pour objectif d'élever le degré de protection aux frontières, de professionnaliser la police des étrangers dans la gestion quotidienne du maintien en zone d'attente, et dans un objectif de respect de la dignité des personnes qui y sont placées.

### **III. Les projets de la Direction de l'asile (DA)**

La Direction de l'asile peut offrir une coopération technique sous la forme de visites d'études permettant de présenter deux aspects du système d'asile français :

- l'architecture d'ensemble du système de l'asile français tel qu'il résulte de la réforme de l'asile,
- le dispositif français de prise en charge matérielle des demandeurs d'asile.

#### **☐ La présentation du système de l'asile français tel qu'il résulte de la réforme de l'asile**

Disposant d'une longue tradition en matière d'asile, la France fait face à des flux importants de demandeurs d'asile depuis 2008. La loi du 29 juillet 2015 a permis d'adapter les procédures et le système d'accueil à cette nouvelle réalité, à travers une modification du cadre juridique d'examen des demandes, une modernisation des procédures d'accueil (mise en place des guichets uniques, nouveau système d'information) et un renforcement des capacités de prise en charge matérielle des demandeurs (nouvelle allocation familialisée, augmentation du nombre de places d'hébergement dédiées aux demandeurs d'asile).

Le système de l'asile français pourrait être présenté autour de quelques axes principaux : les grands principes de l'asile en France, le rôle des différents acteurs de l'asile et le parcours du demandeur, les procédures de traitement des demandes d'asile, le dispositif de juridiction spécialisée en matière d'asile, le régime juridique de l'asile à la frontière et en rétention, le dispositif de prise en charge matérielle des demandeurs et les droits des bénéficiaires d'une protection.

#### **☐ La présentation du dispositif français de prise en charge matérielle des demandeurs d'asile**

La réforme de l'asile mise en œuvre en 2015 a profondément transformé le système français de prise en charge matérielle des demandeurs d'asile : création d'une allocation nouvelle gérée par l'OFII, augmentation des capacités d'hébergement des demandeurs, en particulier en CADA, mise en place d'un schéma national et de schémas régionaux d'accueil, ainsi qu'un dispositif d'orientation directive des demandeurs.

La présentation du dispositif français de prise en charge matérielle des demandeurs d'asile et des bénéficiaires d'une protection pourrait notamment comprendre l'organisation du dispositif d'accueil et d'orientation, le rôle de l'OFII (gestion de l'Allocation de Demandeur d'Asile, orientation vers l'hébergement), le modèle du CADA et les solutions alternatives mises en œuvre pour répondre aux besoins urgents, le rôle joué par les centres provisoires d'hébergements pour ce qui concerne les bénéficiaires d'une protection et les mécanismes de partenariat mis en place avec les acteurs associatifs.

Ces deux offres s'adresseraient plus particulièrement aux agents administratifs, aux magistrats, aux élus et, pour la seconde, aux acteurs associatifs d'Etats dont le système d'asile est en cours de constitution ou de renforcement, qu'il s'agisse d'Etats membres de l'Union européenne, de candidats à l'adhésion ou de pays du Maghreb entre autres.

Elles pourraient prendre la forme de rencontres avec les responsables de la Direction de l'asile, en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de l'asile, doublées de visites de terrain auprès des principaux acteurs de l'asile en France (guichet unique, OFII, OFPRA, CNDA, CADA...), ainsi que, pour la seconde, de possibles rencontres avec les principaux acteurs de l'hébergement (ADOMA, Coallia, FTDA, Forum réfugiés).

#### **IV. Les projets du Département des statistiques, des études et de la documentation (DSED)**

Ils sont de deux ordres.

##### **☐ Le suivi longitudinal des nouveaux migrants ou primo-arrivants**

Le DSED a élaboré une enquête longitudinale auprès des primo-arrivants accueillis en France (ELIPA) comportant 3 vagues d'interrogation en 2010, 2011 et 2013 sur une même population. Cette opération statistique innovante a permis d'améliorer sensiblement la connaissance des nouveaux migrants, de leur parcours et leur intégration dans la société française (apprentissage de la langue, accès au marché du travail, logement, constitution d'un réseau de relations). Des enquêtes comparables sont rares, par exemple au Canada et en Nouvelle-Zélande.

La conception et la réalisation de cette enquête spécifique sur une population de migrants pourrait être présentée en abordant les différentes étapes, de la conception du questionnement aux traitements statistiques des données recueillies et aux études.

##### **☐ La mobilisation des enquêtes en population générale pour la connaissance des immigrés**

La connaissance statistique des populations immigrées en France passe en grande partie par l'exploitation de sources statistiques dans lesquelles les immigrés sont suffisamment représentés. Les principales sources statistiques pertinentes et utilisées par le DSED sont le recensement de la population, l'enquête Emploi en continu (Labor Force Survey), mais aussi des enquêtes thématiques comme Information et vie quotidienne, Trajectoires et origines, Qualité de vie.

La méthodologie d'utilisation des données de ces enquêtes serait présentée selon les différentes étapes, de l'accès aux données jusqu'à des traitements statistiques simples ou des techniques plus avancées selon les besoins.

Dans les deux domaines, cette offre s'adresserait plus particulièrement à des statisticiens en charge de la thématique des migrations et de l'intégration des nouveaux migrants. Dans le cadre de la mobilisation d'enquêtes en population générale, les pays des Balkans, du Maghreb et l'Arménie sont demandeurs.

Cette aide pourrait se faire par l'accueil de techniciens par le DSED ou par le déplacement d'un expert du DSED dans le pays concerné. Il pourrait s'agir d'une simple présentation ou d'une assistance plus avancée pour la mise en place d'une enquête statistique.



## LE POINT SUR... La coopération technique

### Le retour sur expérience des agents de la DGEF en mission avec Frontex et EASO en Grèce

La déclaration conjointe UE-Turquie du 18 mars prévoit que « *toute demande d'asile sera traitée individuellement par les autorités grecques. Les migrants dont la demande d'asile a été jugée infondée ou irrecevable conformément à la directive susvisée seront renvoyés en Turquie.* » Pour assister les autorités grecques dans le traitement des demandes d'asile formulées après le 20 mars, le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a déployé en Grèce des experts de l'asile issus d'autres administrations européennes.

De nombreux fonctionnaires des préfectures, de la DGEF et de l'OFII ont souhaité répondre à cet appel à candidatures, dans l'expression d'un véritable mouvement de solidarité.

La France a été à la pointe de la mobilisation, fournissant peu de temps après la signature de l'accord UE/Turquie le premier contingent national. Certains agents ont d'ailleurs été très vite retenus par EASO. Ils ont effectué leur mission avec courage, dans des conditions souvent difficiles. En effet, partis peu de temps après la signature de l'accord, ils sont arrivés en période de rodage. Cette nouvelle forme de coopération entre services français, grecs et européens a nécessité un période d'adaptation et de coordination.

Trois agents de la DGEF ont donc été déployés en Grèce dans ce cadre : une agent de la Direction de l'asile (département du droit d'asile et de la protection, section dimension extérieure), une agent de la Direction de l'immigration (sous-direction du séjour et du travail, bureau de l'immigration professionnelle) et une agent de la Mission communication..

Qu'ils soient vivement remerciés de leurs engagements

- ☐ L'agent de la Direction de l'asile a été déployée du 18 avril au 27 mai dans le camp de Moria, à Lesbos, dans le cadre de l'examen de recevabilité des demandes d'asile syriennes.

La priorité a en effet été donnée à cette nationalité, pour laquelle la loi turque a été jugée suffisamment protectrice pour regarder la Turquie comme un pays tiers sûr. Dans ce cadre, l'agent de la direction de l'asile a réalisé des activités de deux types.

D'une part, elle a mené des entretiens avec les demandeurs d'asile, visant à s'assurer qu'aucune circonstance personnelle ne s'opposait au renvoi en Turquie de ces personnes (vulnérabilité, membre de la famille au sens du règlement Dublin présent sur le territoire européen, risques de persécution en cas de retour en Turquie). Ces entretiens servaient de base aux autorités grecques pour statuer sur les demandes d'asile.

La seconde mission consistait à notifier ces décisions aux demandeurs d'asile et, en cas de décision négative, à les informer des voies de recours existantes.

Les tensions entre communautés et envers les autorités, l'important turn-over des équipes d'EASO, les difficultés matérielles ont constitué autant de limites à sa mission, qui n'en revêt pas moins un caractère essentiel pour la réussite de l'accord.

- L'agent de la Direction de l'immigration a été déployée du 18 mai au 15 juin dans le camp de l'île de Samos, afin d'informer les migrants sur les procédures susceptibles de leur être appliquées.

Au début de sa mission, la procédure de recevabilité n'avait pas encore été mise en œuvre sur l'île de Samos. La fonctionnaire française a donc eu pour mission principale de gérer l'attente des demandeurs, notamment ceux issus des communautés africaine et algérienne francophones. Elle a pu ainsi contribuer à l'apaisement des relations entre communautés et avec les autorités.

La dernière semaine de son déploiement, l'équipe de Samos a été renforcée par des experts en recevabilité. L'agent a alors assuré le planning des entretiens et la convocation des demandeurs d'asile syriens, tâches indispensables dans le cadre de la procédure de recevabilité.

- L'agent de la mission communication a été déployée du 18 avril au 15 mai dans le Nord de la Grèce à la frontière avec l'ARYM, sur la zone de Idomeni.

En tant que *Press Officer*, elle a rejoint une équipe d'informateurs terrain qui sillonnait les camps pour expliquer aux migrants le programme de relocalisation. Avec en moyenne 200 à 300 kms par jour parcourus, l'objectif était de couvrir 18 camps avec au total environ 28 000 personnes principalement situées en zone reculées. Au cours de sa mission, elle a pu apporter son soutien à l'équipe, tant sur la gestion de la presse que sur la diffusion d'informations sur le terrain. Une fois par semaine, cette équipe mobile rencontrait l'équipe d'experts travaillant au service de l'asile grec de Thessalonique. Le constat était clair : le système alors en place péchait par sa lenteur.

Malgré le contexte souvent difficile dans lequel ces missions se sont déroulées, les fonctionnaires de la DGEF ont le sentiment d'avoir contribué à la solidarité européenne vis à vis de nos partenaires grecs, à travers une expérience très riche sur le plan humain.



## ARRÊT SUR INFOS

### Le suivi des guichets uniques asile

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de l'asile, la Direction de l'asile s'attache à maintenir des échanges privilégiés avec les guichets uniques. Il s'agit de leur apporter un appui pour l'application au quotidien de la nouvelle réglementation et de leurs nombreuses missions.

Outre, notamment, la mise à jour régulière d'une foire aux questions (FAQ) dédiée et accessible sur l'intranet de la DGEF, la coordination des guichets uniques se traduit :

- par l'organisation, à échéances trimestrielles, de rencontres réunissant l'ensemble des responsables de ces guichets uniques,
- par des visites de terrain d'une délégation de la Direction de l'asile.

#### **I. La réunion des responsables des guichets uniques**

Le lundi 27 juin, se sont à nouveau retrouvés les responsables des guichets uniques lors d'une 4<sup>ème</sup> rencontre organisée par la Direction de l'asile dans les locaux de l'immeuble Garance.

Les représentants de 31 guichets uniques de métropole (sur les 34) ont ainsi fait le déplacement. La Guadeloupe, la Guyane et Mayotte ont assisté à la réunion en visio-conférence.

À l'instar des précédentes rencontres, l'ordre du jour a été bâti sur la base des thématiques soulevées de façon récurrente par les guichets uniques dans le cadre de leurs échanges avec la Direction de l'asile ainsi que celles pour lesquelles des éléments de précision méritaient d'être apportés :

- dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure Dublin : les démarches en cas d'empreintes inexploitables, l'assignation à résidence, la question de l'interprétariat, le signalement de la fuite du demandeur d'asile,
- l'orientation directive,
- la mise en œuvre des procédures d'expulsion des lieux d'hébergement des demandeurs déboutés de l'asile,
- l'allocation pour demandeur d'asile,
- la détection de la vulnérabilité,
- la domiciliation,
- les décisions de clôture,
- les réexamens,
- le système d'information (bilan depuis la mise en service, évolutions prévues et retour d'expérience des utilisateurs).

Aux intervenants de la Direction de l'asile et de l'OFII, s'est jointe une représentante de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) pour un point détaillé sur le rôle de l'OFPRA dans la réforme de l'asile.

Une réactualisation de la FAQ dédiée aux guichets uniques est actuellement en cours afin d'intégrer le contenu de l'ensemble de ces développements.

## **II. Les visites de terrain de la Direction de l'asile**

Une délégation de la Direction de l'asile, conduite par le directeur ou son adjoint, se rend régulièrement (selon une fréquence d'une visite tous les 15 jours environ) sur le site des principaux guichets uniques. L'enjeu est d'identifier les difficultés de terrain et d'y répondre au mieux.

Ces visites permettent ainsi à la Direction de l'asile de prendre connaissance des locaux accueillant le guichet unique et de visualiser concrètement le parcours d'un demandeur. Elles lui permettent surtout de rencontrer les équipes de la préfecture et de l'OFII et, de manière plus globale, de faire un point sur le fonctionnement du guichet unique. Aux représentants de la préfecture et de la DT OFII, viennent parfois se joindre d'autres acteurs de la réforme comme la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) ou le Secrétariat général aux affaires régionales (SGAR), ce qui permet d'étendre les échanges aux problématiques du schéma régional de l'accueil des demandeurs d'asile, à la mise en place de l'hébergement directif, à la prise en charge des réfugiés ou à l'éloignement des personnes sous procédure Dublin ou des déboutés de l'asile.

Lors de la réunion de travail organisée en suite de la visite des lieux, les difficultés locales sont remontées à la Direction de l'asile qui apporte également des éléments de réponse aux interrogations, plus générales, de droit comme de procédure qui sont soulevées. Cette réunion permet aussi, le cas échéant, d'adapter certains points de doctrine aux contraintes ou spécificités locales.

Ces missions sur site de la Direction de l'asile ont démarré fin mars au guichet unique de Paris. La Direction de l'asile s'est ensuite déplacée à Lyon (69), Nantes (44) et Metz (57) ainsi que, pour ce qui concerne l'Île de France, Bobigny (93), Créteil (94), Nanterre (92) et Cergy (95).

Les visites reprendront au mois de septembre et concerneront 7 à 8 préfectures d'ici la fin de l'année.

Les points de précision apportés par la Direction de l'asile à l'occasion de ces rencontres ont également vocation à enrichir la prochaine réactualisation de la FAQ qui aura lieu à la fin de l'été.

### **Pour en savoir plus**

- [FAQ - Guichet unique d'accueil des demandeurs d'asile](#)



## ARRÊT SUR INFOS

### **Le séminaire de bilan des fonds européens pour le retour (FR) et les frontières extérieures (FFE), le 7 juillet 2016**

Le 7 juillet dernier, la Direction de l'immigration a organisé à Garance un séminaire de clôture des fonds européens pour le retour (FR) et pour les frontières extérieures (FFE).

Ces deux instruments financiers font partie du programme général « Solidarité et gestion des flux migratoires » (« SOLID »), qui visait à améliorer la gestion des flux migratoires au niveau de l'Union européenne et à renforcer la solidarité entre les États membres sur la période 2007-2013. Pour la période 2014-2020, ce programme SOLID est remplacé par le fonds asile migration intégration (FAMI) et le fonds sécurité intérieure (FSI), ayant les mêmes objectifs.

Le FR vise plus particulièrement à promouvoir l'élaboration d'une approche stratégique de la gestion des retours, la coopération entre États membres en matière de retour, et la mise en place d'outils novateurs dans ce domaine. Le FFE vise, quant à lui, à améliorer le contrôle et la surveillance des frontières extérieures, assurer une gestion efficace des flux de personnes aux frontières extérieures, assurer l'application uniforme des normes européennes et améliorer la gestion des activités organisées par les services consulaires.

La Direction de l'immigration (DIMM) est autorité responsable de ces fonds, c'est-à-dire qu'elle est responsable de leur mise en œuvre et rend des comptes à la Commission européenne sur leur usage. Elle fournit notamment à la Commission européenne les éléments de clôture de ces fonds chaque année. En 2016, les dernières clôtures ont été envoyées. C'est dans ce contexte que ce séminaire de bilan a été organisé.

Ce séminaire a été l'occasion de faire un bilan thématique des 7 années de programmation des deux fonds. Il s'est déroulé en présence du Directeur de l'immigration, de la Commission européenne, de nombreux services bénéficiaires des fonds FFE-FR (ministère de l'intérieur, des affaires étrangères et du développement international, des finances et des comptes publics, de la défense), ainsi que des services en charge de la gestion des fonds au sein de la DGEF.

Une cartographie des différents projets cofinancés a été présentée, permettant de revenir sur les activités menées à différents niveaux : dans les pays tiers, aux approches maritimes, aux points de passage frontalier et sur le territoire national. Les deux fonds ont représenté un volume de 174 M€, répartis entre 102 actions cofinancées, avec des taux de consommation particulièrement élevés.

Côté retour, le fonds a permis notamment la mise en œuvre de 16 646 retours volontaires, de 18 943 retours forcés et l'accompagnement de 3 163 personnes vers la réinsertion dans leur pays d'origine. Côté frontières et visas, le fonds a notamment encouragé la rénovation de 198 services visas, la formation de 10 398 agents à la lutte contre la fraude documentaire ou encore l'acquisition de 3 518 équipements biométriques.

Ce séminaire a également été l'occasion de revenir sur les premières années de mise en œuvre des fonds succédant au FFE et au FR, à savoir les fonds asile migration intégration (FAMI) et sécurité intérieure (FSI). Un premier bilan thématique de ces fonds a ainsi été réalisé à travers l'analyse des indicateurs de suivi des actions cofinancées jusqu'à présent. Dans l'ensemble, les projets financés ainsi que l'avancement des indicateurs liés à ces projets sont conformes au prévisionnel.

Les documents présentés en séance sont en ligne à l'adresse suivante : <http://intranet.immigration.gouv.fr/Seminaire-du-7-juillet-2016-Bilan>.





## ARRÊT SUR INFOS

### L'action spécifique du FAMI en matière de réinsertion des mineurs non accompagnés

Les 16 et 17 juin derniers, s'est tenu dans les locaux de Garance le séminaire de lancement d'une action spécifique<sup>[1]</sup> financée par le Fonds asile, migration, intégration (FAMI) – volet retour - et portée par la France, ayant pour objet le retour volontaire et la réinsertion des mineurs non accompagnés dans leur pays d'origine.

Cette action spécifique a été approuvée officiellement par la Commission européenne en mars 2015. 4 États membres (Belgique, Espagne, Grèce et Italie) ont accepté d'y participer, aux côtés de la France (DIMM/SDLII) qui en est chef de file, sur la période 2015-2022.

D'un montant total estimé de 2 550 000 €, l'action montée en collaboration entre le Bureau de la prospective et du soutien (BPS) et la Mission des fonds européens (MFE) de la SDLII se décline en 3 volets :

1. la mise en place de campagnes d'information sur les dangers de l'immigration irrégulière à destination des mineurs ;
2. l'organisation de projets de réinsertion pour les mineurs ;
3. la possibilité d'un partenariat avec un centre d'accueil pilote pour faciliter le retour des mineurs dans un pays tiers qui reste à déterminer.

Dans le contexte de crise migratoire que connaît l'UE, où les flux de mineurs isolés vont croissants, cette action spécifique revêt un intérêt particulier et un potentiel d'autant plus grand qu'à ce jour, les expériences de retour et de réinsertion de mineurs non accompagnés sont rares en Europe.

Le séminaire des 16 et 17 juin a permis de réunir, sous présidence française, les points de contacts belge, espagnol, grec et italien du projet, afin de discuter des grands axes de l'action. Les échanges ont notamment porté sur le contenu concret des programmes de réinsertion souhaités, à partir des expériences, passées ou en cours, de nos collègues européens.

Après lancement d'un appel d'offre à l'automne pour sélectionner un ou plusieurs prestataires à même de mettre en place les campagnes d'information et les projets de réinsertion envisagés dans les pays d'origine des mineurs, il est prévu que cette action spécifique prenne un tour opérationnel au début 2017.

[1] Une « action spécifique » du FAMI est une enveloppe, supplémentaire aux enveloppes nationales déjà allouées à chaque État membre, ayant pour particularité de devoir être portée par plusieurs États membres. Ce type d'enveloppe est cofinancé à hauteur de 90 % (les 10 % restants demeurant à la charge des différents États partenaires).



## ARRÊT SUR INFOS



### La rencontre du GDISC sur la thématique des mineurs isolés étrangers

La Conférence annuelle du GDISC (General Directors' Immigration services Conference) qui s'est tenue les 23 et 24 juin derniers a réuni, en séance plénière et en ateliers de réflexion, de nombreuses délégations sur la problématique des déplacements des mineurs isolés étrangers (MIE).

Après un premier état des lieux dressé par des représentants d'EASO, du HCR et du Comité International de la Croix Rouge, les thématiques identifiées par les participants comme essentielles à une meilleure compréhension des déplacements des MIE ont été présentées par les délégations. En effet, les États sont confrontés à la difficulté suivante : assurer une protection des enfants digne d'États de droit sans envoyer de signaux positifs aux filières et réseaux de traite des êtres humains.

Ces premiers échanges ont mis en exergue l'absence de données statistiques fiables, lesquelles, bien qu'approximatives, permettent d'estimer à 100 000 le nombre de mineurs en errance. Dans le même sens, la vulnérabilité de ce public est croissante, au gré des conflits ou des déplacements de population. Les MIE qui se déplacent sont de plus en plus jeunes (14-15 ans en 2016 contre 16-17 ans en 2015), rapportent des souffrances ou des parcours compliqués. Ainsi, il a pu être observé que si, en tendance, les migrations des adultes semblent se stabiliser eu égard aux derniers événements, la migration des MIE représente une part de plus en plus significative. Les acteurs s'accordent sur la nécessité d'assurer une protection optimale aux MIE quel qu'en soit le vecteur (droit national de la protection de l'enfance ou asile) sous l'empire de la Convention internationale des droits de l'enfant.

Les thématiques abordées par les délégations ont porté successivement sur :

- les migrations des mineurs isolés devenant adultes : un point de fragilité (UK).  
L'intervenant a souligné la fragilité de la situation du jeune majeur qui, à 18 ans, perd l'encadrement structurel et affectif dont il a bénéficié jusque-là,
- la détermination de l'âge (CH),
- le processus d'intégration et le droit au séjour (FR),
- les motifs de migrations des mineurs (DE).

#### ☐ L'atelier consacré à la détermination de l'âge (CH)

Les États partagent le même constat : la détermination de l'âge est un élément clef puisqu'il permet au MIE d'entrer dans une procédure plus favorable (de protection sans condition) ou d'asile avec une lecture bienveillante de la Convention de Genève de 1951.

L'approche des États est assez consensuelle sur l'utilisation des méthodes médicales (tests osseux) de manière encadrée et en respectant la marge d'incertitude de ces tests (variable de 18 à 24 mois). La France, suite à la loi du 16 mars 2016, ne prévoit ce mode de détermination de l'âge qu'en 3<sup>ème</sup> intention après avoir fait prévaloir l'évaluation pluridisciplinaire et les documents produits par le demandeur.

La piste de travail envisagée vise à solliciter EASO pour harmoniser les méthodes utilisées par les États dans ce domaine.

## ❑ L'atelier consacré au processus d'intégration et droit au séjour (FR)

La présentation du dispositif français avec, en sus de l'asile, un système de droit commun très ouvert fondé sur la protection de l'enfance quelle que soit la nationalité du mineur lorsque la présence est révélée sur le territoire et que les conditions de minorité et d'isolement sont avérées a retenu l'intérêt des participants.

A cet égard, le Royaume-Uni tend à évoluer vers ce mécanisme en supprimant le régime transitoire à la minorité pour un mécanisme du type français plus stable tout en maintenant la voie de l'asile (très sollicité).

DE, SWE, CH traitent la question des MIE essentiellement par la voie de l'asile.

L'Italie mobilise, presque à parité, les 2 mécanismes d'accès (protection de l'enfance pour le migrant et migrants de guerre).

Les limites de l'intégration sont observées dans tous les États lorsque le mineur a gagné le sol européen proche de la majorité, ce qui implique des réflexions pour résoudre le traitement du passage à la majorité.

Les pistes de solutions envisagées sont les suivantes :

- le mécanisme à cliquet (FR) (DK) de délivrance des titres de séjour : mécanisme de délivrance de titre selon la période de prise en charge par l'aide sociale à l'enfance (avant ou après 16 ans) et selon l'intégration et la formation (apprentissage ou non),
- le contrat jeune majeur (18-21 ans) pour parfaire les conditions d'intégration (FR),
- le tuteur désigné et responsable du respect par le MIE des engagements - scolaires, assiduité, comportement - pour un accompagnement personnalisé (I),
- la construction et le développement d'un projet avec le MIE y compris, le cas échéant, dans son pays d'origine (NE),
- le développement qualitatif de l'information dévolue aux jeunes sur leurs perspectives.

## ❑ L'atelier consacré aux motifs allégués pour quitter le pays d'origine (DE).

L'Allemagne compte 65 000 MIE issus très majoritairement, depuis fin 2015, des pays en guerre. Ces MIE relèvent de la procédure d'asile ou de la protection humanitaire.

Les motifs allégués par les MIE en Allemagne sont la crainte d'un mariage forcé (Syrie), le refus d'être considéré comme « dancing boy » (Afghanistan), la crainte du réseau de prostitution (Nigéria), le recrutement armé forcé par des forces non gouvernementales (Afghanistan, Pakistan), les craintes de mutilations sexuelles (Somalie).

Les pays d'origine des MIE en Allemagne sont : l'Afghanistan, la Syrie, l'Erythrée, l'Irak, la Somalie, l'Albanie et le Pakistan.

Les experts se sont accordés sur :

- l'insuffisance des données pour analyser le phénomène,
- l'existence de disparités réelles entre États souvent inspirées de réalités différentes issues de l'Histoire,
- les difficultés récurrentes tenant à la détermination de l'âge du mineur ou encore pour assurer une transition réussie vers la majorité (régularisation, retour),
- le constat d'une approche plus ou moins audacieuse sur le retour volontaire des MIE dans leur pays d'origine.

Deux projets majeurs ont été validés :

- l'échange de données entre les États sur la problématique MIE pour un partage des connaissances et une efficacité accrue contre la mobilité des MIE intra UE,
- une coopération accrue avec les consulats des pays d'origine.



## ARRÊT SUR INFOS

### **La communication de la Commission européenne sur les aspects externes des migrations « Vers un nouveau pacte migratoire »**

La Commission européenne a adopté, le 7 juin 2016, une communication relative à la mise en place de nouvelles modalités de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l'Agenda européen en matière de migration.

La pression migratoire à laquelle l'Union européenne (UE) fait face s'inscrit dans le cadre plus large de la crise mondiale. Elle requiert une approche plus coordonnée, plus systématique et plus structurée, répondant à la fois aux intérêts de l'UE et à ceux des pays tiers concernés.

La démarche proposée par la Commission vise à créer un nouveau cadre de coopération avec les pays tiers, axé sur les résultats, pour mieux gérer les migrations. Il s'agit de mobiliser et concentrer l'action et les ressources de l'UE en matière de relations extérieures aux fins d'une meilleure gestion des migrations.

En se fondant sur l'agenda européen en matière de migration, les priorités affichées de cette approche sont de sauver des vies en mer, d'accroître le nombre de retours, de permettre aux migrants et aux réfugiés de rester près de chez eux et, à long terme, de soutenir le développement des pays tiers afin de remédier aux causes profondes de la migration irrégulière.

Pour ce faire, l'Union européenne cherchera à établir de nouveaux cadres de partenariats (« migration compact») avec les principaux pays tiers d'origine et de transit, en recourant à toutes les politiques et à tous les instruments dont elle dispose pour obtenir des résultats concrets.

Le Conseil européen du 28 juin 2016 a soutenu cette approche en confiant à la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité la responsabilité d'en encadrer la mise en œuvre en commençant par un nombre limité de pays d'origine et de transit. Les travaux ont débuté pour les 5 pays identifiés comme prioritaires par la Commission : Niger, Nigeria, Mali, Sénégal et Éthiopie. Le COREPER a confié au Groupe de Haut niveau asile et migration un rôle de coordination.

Les contributions des États membres à ces partenariats, qu'elles soient diplomatiques, techniques ou financières, sont donc d'une importance fondamentale pour parvenir aux résultats escomptés.

Ces partenariats prendront la forme de « pactes » sur mesure qui seront élaborés en fonction de la situation et des besoins de chaque pays partenaire, selon qu'il s'agit d'un pays d'origine, d'un pays de transit ou d'un pays qui accueille un grand nombre de personnes déplacées.

Les politiques européennes et les instruments extérieurs de l'UE seront mis à contribution et conçus de manière à produire des résultats concrets.

Ainsi, le soutien financier et les instruments de la politique de développement et de voisinage permettront de renforcer les capacités locales, y compris pour le contrôle aux frontières, les procédures d'asile, la lutte contre le trafic de migrants et les efforts de réintégration. L'intensification des efforts destinés à mettre en œuvre le plan d'action de La Valette, notamment ses aspects financiers, favorisera également ce processus.

Des mesures incitatives positives, éventuellement négatives, devraient être intégrées aux politiques commerciale et de développement de l'UE afin de récompenser les pays désireux de coopérer efficacement avec l'Union en matière de gestion des migrations et de veiller à ce qu'il y ait des conséquences pour ceux qui refusent.

Une politique de retour plus efficace, le déploiement d'officiers de liaison «migration» européens dans les pays

d'origine et de transit prioritaires, la création de plateformes européennes de coopération en matière de lutte contre le trafic de migrants dans des zones clés et la création de voies d'entrée légales en Europe font également partie des objectifs de cette approche.

Enfin, l'UE soutiendra la mise en place d'un programme de réinstallation au niveau mondial sous l'égide des Nations unies afin de contribuer à un partage équitable des personnes déplacées et de décourager encore plus les mouvements irréguliers.

S'agissant des instruments financiers, les enveloppes consacrées à la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et les déplacements forcés seront augmentées.

À court terme, le fonds fiduciaire pour l'Afrique, doté à hauteur de 1,8 milliard d'euros, pourrait se voir allouer 1 milliard d'euros supplémentaire, consistant en 500 millions d'euros provenant de la réserve du fonds européen de développement et 500 millions d'euros demandés aux États membres. Le fonds fiduciaire régional pour la Syrie (1 milliard d'euros), la facilité en faveur des réfugiés en Turquie (3 milliards d'euros pour 2016-2017) complètent ce dispositif.

À plus long terme, la Commission propose de revoir en profondeur la portée et la nature des modèles classiques de coopération au développement. Elle devrait présenter à l'automne 2016, une proposition relative à un nouveau fonds dans le cadre d'un plan d'investissement extérieur en vue de mobiliser des investissements dans des pays tiers en développement. 3,1 milliards d'euros pourraient être mobilisés à cette fin.



## ARRÊT SUR INFOS

### Le plan d'action pour l'intégration des ressortissants de pays tiers de la Commission européenne

Le 7 juin 2016, la Commission européenne a adopté une nouvelle communication intitulée : « Plan d'action pour l'intégration des ressortissants de pays tiers ». Cette communication s'inscrit dans la continuité des travaux menés par les institutions européennes en matière d'intégration.

En 2011, la Commission européenne a publié un agenda européen pour l'intégration des ressortissants des pays tiers et, en juin 2014, le conseil justice et affaires intérieures a adopté des conclusions relatives à l'intégration des ressortissants de pays tiers se trouvant en séjour régulier dans l'Union européenne. Cette nouvelle communication est l'une des mesures annoncées par la Commission dans l'agenda européen en matière de migration de mai 2015 et la communication de la Commission du 6 avril « Vers une réforme du régime d'asile européen commun et une amélioration des voies d'entrée légale en Europe ».

Le plan d'action pour l'intégration des ressortissants de pays tiers détermine les politiques prioritaires et apporte des précisions sur les mesures d'accompagnement des États membres pour la mise en œuvre de leur politique nationale d'intégration.

L'article 79 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dispose que les politiques d'intégration relèvent de la compétence nationale des États membres. Cependant, dans un contexte migratoire complexe, l'apport technique et financier de la Commission européenne est un atout pour les États membres.

Le plan d'action proposé par la Commission européenne identifie 5 politiques prioritaires :

- les mesures d'intégration préalables au départ et à l'arrivée,
- l'éducation,
- l'emploi et la formation professionnelle,
- l'accès aux services essentiels,
- la participation active et l'inclusion sociale.

La communication décline des actions concrètes pour chacune des politiques prioritaires. Par exemple, pour l'emploi et la formation, la Commission poursuit les travaux pour favoriser la reconnaissance des compétences et des diplômes, notamment avec l'agenda des compétences qui est inscrit au programme de travail 2016. Autre exemple, pour la participation active et l'inclusion sociale, le plan d'action propose de mettre en œuvre des programmes d'éducation civique pour tous les ressortissants de pays tiers pour accélérer l'intégration dans le pays d'accueil. Cette action est déjà mise en œuvre en France avec les formations d'éducation civique pour les étrangers primo-arrivants dispensées dans le cadre du contrat d'intégration républicaine.

Avec cette nouvelle communication, la Commission développe une approche plus stratégique et mieux coordonnée ; ce qui l'amène à apporter des précisions sur les moyens mis à la disposition des États membres, tels que de l'utilisation des fonds européens mobilisés pour l'intégration (fonds asile migration et intégration, fonds social européen, fonds européen de développement régional). Au support financier, s'ajoute le renforcement des échanges entre les États membres sur les sujets emploi, inclusion sociale, éducation, jeunesse, culture pour diffuser les bonnes pratiques. Ce qui se traduit par la redéfinition du rôle et des missions des points de contact nationaux intégration.

Suite à la publication de cette communication, la présidence slovaque du conseil de l'Union européenne prévoit l'adoption lors d'un prochain conseil des ministres justice et affaires intérieures, de nouvelles conclusions dédiées à l'intégration.





## ARRÊT SUR INFOS

### L'étude du REM sur les programmes de réinstallation et d'admission humanitaire

La première étude ciblée du Réseau européen des migrations (REM) de l'année 2016 porte sur les programmes de réinstallation et d'admission humanitaire en France. Elle a pour objectif de présenter les enjeux et les initiatives proposées dans le cadre de ces programmes et d'identifier les difficultés et facteurs de succès pour leur mise en œuvre.

Cette étude a été élaborée à partir d'une série d'entretiens et de questionnaires menés auprès de différents acteurs institutionnels (au sein du ministère de l'Intérieur, de l'OFPRA, du HCR, de l'OIM), mais également auprès d'acteurs du secteur associatif en charge de l'accueil et de l'accompagnement des personnes réinstallées.

Elle s'inscrit dans un contexte de crise migratoire à l'échelle européenne qui a conduit à la conclusion de différents accords entre les États membres en matière de réinstallation et d'admission humanitaire.

Cette étude traite de 3 programmes :

1. l'accord-cadre signé entre le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la France le 4 février 2008 ;
2. l'opération spéciale d'accueil de réfugiés syriens et palestiniens de Syrie décidée en 2013 et reconduite en 2014 et à laquelle a succédé l'engagement de la France à l'égard du Conseil de l'UE du 20 juillet 2015 ;
3. l'accord UE-Turquie du 18 mars 2016 relatif à la crise des réfugiés syriens en Turquie.

Au titre de ces différents programmes, la France s'est engagée à réinstaller au total plus de 10 000 personnes d'ici la fin de l'année 2017.

Dans un premier temps, l'étude propose une synthèse du contexte national dans lequel s'inscrivent les programmes de réinstallation et d'admission humanitaire, en précisant le cadre juridique applicable, les politiques spécifiques ainsi que les débats nationaux.

La section suivante établit une présentation détaillée des programmes de réinstallation et d'admission humanitaire en France en détaillant les caractéristiques et les objectifs de ces programmes ainsi que les méthodes de sélection des personnes éligibles à la réinstallation.

Ensuite, l'étude aborde les différentes modalités d'accueil et d'accompagnement à l'arrivée des personnes bénéficiaires de ces programmes, ainsi que les mesures d'intégration spécifiques et la transmission des informations vers les personnes réinstallées et vers la société d'accueil.

Elle s'attache aussi à présenter l'organisation et la répartition des logements dédiés à ce public.

Enfin, la dernière section aborde dans un premier temps les défis et les obstacles et dans un second temps, les bonnes pratiques identifiées lors de la mise en œuvre de ces programmes.

Le rapport de synthèse, réalisé à l'échelle européenne à partir des études des Points de contact nationaux du REM, sera publié à la rentrée 2016. Il vise à présenter une vue d'ensemble des différents programmes de réinstallation et d'admission humanitaire mis en œuvre dans les États membres et mettre en lumière les bonnes pratiques, tout en identifiant les obstacles en la matière.

### Pour en savoir plus

- [Première étude ciblée 2016 : Programmes de réinstallation et d'admission humanitaire en France. Qu'est-ce-qui fonctionne ?](#)





## ARRÊT SUR INFOS

### Le calendrier des publications statistiques de la DGEF

#### Les « chiffres » de l'immigration

Conformément au code de bonnes pratiques de la statistique européenne, la Direction générale des étrangers en France (DGEF) du ministère de l'intérieur a mis en place un calendrier de publication des statistiques annuelles entrant dans le champ de la migration et de la protection internationale. Ce calendrier est en place et respecté depuis 2013. Le calendrier de 2016 prévoit deux publications, en janvier et en juillet.

Trois types de données sont mis à disposition, en fonction de leurs impératifs de collecte et de production.

**Premières estimations** : ces données sont susceptibles de révisions notables.

**Données provisoires** : basées sur des données déjà très complètes, ces données sont faiblement révisées en général.

**Données définitives.**

Une note retraçant les principales révisions est mise à disposition en même temps que sont publiées les données.

Le 15 janvier 2016, ont été publiées :

- asile 2015 : données provisoires ;
- visas 2015 : données provisoires ;
- titres de séjour 2015 : délivrance de titres (première estimation globale), stocks (données provisoires), titres de séjour 2014 : données définitives ;
- éloignements 2015 (données définitives), 2014 (données définitives) ;
- acquisition de la nationalité française par décret et par mariage 2015 : données provisoires.

Le 8 juillet 2016, viennent d'être publiées :

- titres de séjour 2015 : données provisoires ;
- visas 2015 : données définitives ;
- acquisition de la nationalité française 2015 : données définitives ;
- asile 2015 : données définitives.

Les données, ainsi que des synthèses commentées, sont accessibles sur le site de Direction générale des étrangers en France : <http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Statistiques/Tableaux-statistiques>

#### Pour en savoir plus

- Chiffre-clé : 215 220 premiers titres de séjour délivrés en 2015



## MODERNISATION

### L'accès à la base documentaire

Le Département des statistiques, des études et de la documentation (DSED) est chargé de la documentation de la DGEF. A ce titre, il dispose d'un centre de documentation en salle 2-J-M-813 du bâtiment Garance situé 18/20 rue des Pyrénées, Paris 20.

Ce centre met à la disposition des agents les informations relatives à ses domaines d'activité et assure une mission de veille documentaire. Il regroupe une grande richesse de documents, en particulier en matière de politique d'immigration. Le fonds documentaire comprend 2 500 ouvrages et une cinquantaine de revues. 3 000 références ont été informatisées (incluant les références des ouvrages et documents se trouvant au centre de documentation de la sous-direction de l'accès à la nationalité française à Rezé).

Les ouvrages, revues, codes, dictionnaires peuvent être consultés ou empruntés par les agents. Tous ces documents sont accessibles par l'Intranet de la DGEF via le portail documentaire. De plus, 200 dossiers documentaires peuvent être consultés sur place.

**Nouveauté : des dossiers sont aussi et désormais consultables sur [http://www.pearltrees.com/doc\\_connect](http://www.pearltrees.com/doc_connect)**

Ce nouvel accès a été élaboré et mis en place par Marina Dupuis, apprentie documentaliste, qui a travaillé en alternance à la documentation du DSED au cours de l'année scolaire 2015-2016. Ce nouvel outil vient en complément d'un accès plus classique. La présentation graphique est plus moderne, plus « vivante » et mieux adaptée aux nouveaux médias, tels que les smartphones et les tablettes.

Les dossiers sont accessibles à partir de grandes thématiques. 7 thèmes sont actuellement proposés : intégration, asile, acquisition de la nationalité, radicalisation, Calais/Grande-Synthe, mineurs isolés étrangers et lutte contre le racisme. Le portail est évolutif : au fil du temps et des besoins, des thématiques peuvent être ajoutées ou modifiées.





## LE CHIFFRE-CLÉ

### 215 220 premiers titres de séjour délivrés en 2015

Conformément au code de bonnes pratiques de la statistique européenne, la Direction générale des étrangers en France (DGEF) du ministère de l'intérieur a mis en place un calendrier de publication des statistiques annuelles entrant dans le champ de la migration et de la protection internationale.

S'agissant de l'admission au séjour, après une première publication le 15 janvier 2016 de données estimées pour l'année 2015, ce sont les données provisoires qui ont été publiées le vendredi 8 juillet 2016. Les données définitives de 2015 seront disponibles dès le tout début de 2017, conformément au calendrier de publication des statistiques.

L'estimation pour 2015 s'élève à 215 220 primo-délivrances, soit 2 % de plus qu'en 2014.

La tendance à une hausse modérée, observée de 2013 à 2014, se confirme.

La délivrance pour motif économique augmente de plus de 8 % et s'inscrit dans le rythme observé depuis 2012 : en 3 ans, les titres délivrés pour ce motif ont augmenté de près de 30 %. La délivrance pour motif « scientifique » est particulièrement dynamique. En 2015, 20 601 titres ont été délivrés pour motif économique.

L'augmentation des délivrances pour motif étudiant est presque aussi importante, dépassant les 7 % par rapport à 2014. Là encore, se confirme une tendance observée depuis 2012. En 2015, 69 782 titres ont été délivrés pour motif étudiant.

Le motif principal de délivrance reste le motif familial, avec 89 488 titres en 2015. Le fléchissement déjà observé l'an dernier s'accroît, la baisse dépassant les 3 %. Cette évolution tient principalement à une décélération des admissions exceptionnelles au séjour après la hausse consécutive à la circulaire du 28 novembre 2012.

La hausse des délivrances pour motif humanitaire est substantielle et atteint près de 4 %, quoique moins importante que l'an dernier. En 2015, 21 583 titres ont été délivrés pour motif humanitaire.

Les données détaillées sont accessibles sur l'internet : <http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Statistiques/Tableaux-statistiques/L-admission-au-sejour-Les-titres-de-sejour>

Quelques précisions de méthode : les délivrances de premiers titres de séjour correspondent aux titres délivrés aux étrangers majeurs à la suite d'une première demande de séjour, mais ne prennent pas en compte les renouvellements de titres, même lorsque ceux-ci changent de nature (par exemple, un étranger entré sur le motif "étudiant" qui passerait en motif "salarié" par la suite ne sera pas compté une deuxième fois comme premier titre).

Les données concernant l'année 2015 sont provisoires. Compte tenu des délais entre le dépôt d'une demande et la délivrance du titre, certains titres de l'année 2015 ne sont pas encore enregistrés dans la base de gestion nationale des titres de séjour. Ils seront comptabilisés ultérieurement, lors de la publication des données définitives en janvier 2017. Les données concernant l'année 2015, publiées le 15 janvier 2016, étaient estimées par des méthodes statistiques et ne correspondaient pas à des titres enregistrés dans les bases de gestion.



## PORTRAIT



**M. Gaëtan GIRARD,**  
adjoint au sous-directeur du séjour et du travail, direction de l'immigration

■ **Vous avez été nommé adjoint au sous-directeur du séjour et du travail, il y a quelques semaines. Quelles ont été vos motivations pour choisir ce poste ?**

J'ai eu la chance, au cours de ma carrière, d'être affecté tant en service déconcentré (agriculture), qu'en préfecture (Guadeloupe et Guyane), qu'en administration centrale (agriculture et outre-mer) ou bien encore dans un service interministériel (le secrétariat général du Gouvernement). Avant de prendre ce poste, j'étais en juridiction administrative au tribunal administratif de Limoges en qualité de premier conseiller.

Dans le cadre de la mobilité, je souhaitais m'orienter vers un poste où mon appétence pour les activités régaliennes de l'État et mon expérience me seraient utiles. C'est pourquoi, puisque que j'ai déjà travaillé dans le secteur des étrangers (écriture de textes, délivrance de titres de séjour, refus de titres et éloignement, contentieux tant du côté de l'État que du côté du juge administratif), le poste d'adjoint au sous-directeur du séjour et du travail m'intéressait particulièrement.

Par ailleurs, l'environnement de ce poste au sein de la Direction de l'immigration et plus globalement encore au sein de la Direction générale des étrangers en France permet de replacer les missions de la sous-direction du séjour et du travail dans un ensemble cohérent des politiques publiques relatives aux étrangers en France.

■ **Quelles sont vos missions principales ?**

Les missions principales du poste consistent à suppléer le sous-directeur et à conduire, en lien avec le sous-directeur, certaines missions transversales de la sous-direction.

## ■ Quelles seront vos priorités dans les prochains mois ?

A ce stade, les principaux chantiers et priorités consistent avant tout :

- en la finalisation, en lien avec chacun des bureaux concernés de la sous-direction ou d'autres services (sous-direction de la lutte contre l'immigration irrégulière ou sous-direction des visas, par exemple), des mesures d'application de la loi du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France en ce qui concerne le séjour et le travail des ressortissants étrangers. Cet objectif se double de la mise en place de la stratégie de contrôle de la délivrance des titres et de l'accompagnement des services territoriaux pour la mise en œuvre de ces dispositifs (circulaires, formations, réponses aux questions, etc.) mais également la mise en place des guichets uniques (étudiants par exemple) ;
- en la participation active aux différentes négociations, essentiellement européennes, sur les projets de directives (« carte bleue européenne », « travailleurs détachés », etc.) ;
- dans le pilotage de l'adaptation des systèmes d'information à l'évolution du cadre législatif (Agdref) et aux enjeux de l'administration numérique des étrangers en France (chantiers liés aux titres de séjour).



## LES MOUVEMENTS

### Les mouvements de personnels en juillet 2016

#### Nous saluons

- Mme Véronique BARBIER, retraite
- Mme Claire BEHROUZ, mutation à la préfecture du Rhône
- Mme Patricia BRICAUD, retraite
- M. Luc MARTIN, mutation
- M. Gilles ROGER, retraite
- M. Krim ROULA, mutation à la direction centrale de la sécurité publique
- Mme Sabine ROUSSELY, sous-préfète de Sens

#### Nous accueillons

- M. Gaëtan GIRARD, en qualité d'adjoint au sous-directeur du séjour et du travail, direction de l'immigration



## MOTS-MÊLÉS

### Mots-mêlés

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV
1	A	N	K	A	R	A	I	N	T	E	G	R	E	R	A
2	M	E	R	K	E	L	C	F	E	R	M	E	T	E	P
3	P	V	A	W	F	M	A	E	D	G	E	F	O	T	A
4	A	A	D	A	R	E	T	O	U	R	H	U	N	S	T
5	M	L	H	S	O	F	I	A	L	P	C	G	G	C	R
6	L	L	O	S	N	I	H	E	N	A	S	I	L	E	I
7	E	S	C	A	T	A	O	R	O	O	N	E	O	U	D
8	S	T	A	T	I	S	T	I	Q	U	E	S	I	T	I
9	B	S	O	A	E	A	S	T	T	G	C	A	D	A	E
10	O	Y	E	Z	R	B	P	A	F	R	O	N	T	E	X
11	S	R	A	M	E	R	O	L	A	E	O	F	P	R	A
12	V	I	S	A	S	E	T	S	O	C	A	L	A	I	S
13	O	E	C	R	S	X	S	C	I	R	S	O	F	I	I
14	T	N	A	S	S	I	M	I	L	A	T	I	O	N	I
15	E	S	I	T	E	T	E	U	R	O	D	A	C	R	F

Une même lettre peut servir à la composition de plusieurs mots.

Les lettres non utilisées forment le mot-mystère...que vous allez tous apprécier !



## Horizontalement

1. Voisin de l'Union européenne aussi difficile qu'indispensable / Contraire de séparer
2. Partenaire européen qui pense pouvoir « y arriver » / Corollaire de l'humanité
3. Amende (acronyme) / Quai d'Orsay (acronyme) / Rassurez-vous, on n'y fait pas que des mots fléchés
4. A remplacé l'ATA (acronyme) / Volontaire ou contraint / Migrants du Vème siècle
5. De son vrai nom EU-Navfor Med / Difficiles à obtenir et pourtant indispensables à l'exécution d'une reconduite à la frontière (acronyme)
6. Filiale de la Caisse des dépôts / Son siège est une ancienne prison sur les bords de l'Il / Son socle est la Convention de Genève de 1951
7. Situation désastreuse (abrégié)
8. Portent parfois sur l'origine, jamais sur l'ethnie
9. Lieu d'accueil des demandeurs d'asile (acronyme)
10. Ecoutez ! / Elle est d'autant plus mobilisée que les contrôles aux frontières sont rétablis (acronyme) / Futur garde-frontière européen ?
11. Concept métaphysique ou politique de santé publique (acronyme) / Il accorde ou non la protection internationale (acronyme)
12. Précieux sésames permettant d'entrer en France / Précieux sésames permettant de séjourner en France (acronyme) / Pièce de charrue / Terminus
13. Le devise de ce corps de la police nationale est « servir » (acronyme) / Succède au contrat d'accueil et d'intégration depuis le 1er juillet 2016 (acronyme) / Office mettant en œuvre la politique d'intégration (acronyme)
14. Métaphore digestive
15. Internet ou intranet / Base de données européenne en matière d'asile / République française (acronyme)

## Verticalement

- I. Acronyme de l'actuel Directeur général des étrangers en France / Ulysse s'y est arrêté / Les étrangers non communautaires n'y ont pas (encore) accès
- II. Primus inter pares (acronyme) / L'OFPPA leur reconnaît très majoritairement la protection internationale
- III. Se dit parfois d'une solution / Lieux de répit, en particulier pour les migrants de Calais (acronyme) / A été remplacé par le CIR (acronyme)
- IV. Pirogue comorienne / Diable de Tasmanie
- V. S'ouvrent et se ferment
- VI. Arme de la Garde républicaine / Filer à l'anglaise
- VII. Points chauds, telle est la traduction littérale
- VIII. Ouvrage de Cavanna
- IX. Principale mesure d'éloignement (acronyme) / Fonds alimentaire mondial (acronyme anglais)
- X. Les mineurs non accompagnés n'y sont pas admis (acronyme)
- XI. Diplomatie les a remplacés (acronyme)
- XII. Reconnus, ils se voient attribuer une carte de résident de 10 ans
- XIII. Souvent critiques de l'action de l'Etat (acronyme) / Adoptée par le Parlement / Onomatopée assommante
- XIV. Filets / Enclave ibère
- XV. Absence de nationalité / Espèce de conifères